

technique des pays industrialisés doit suppléer aux efforts individuels et collectifs que font les nations asiatiques en voie de développement pour relever leur niveau de vie. A cet égard, le Canada et le Japon feront tout en leur possible pour consolider encore davantage la collaboration et la consultation étroites qui existent déjà entre les deux pays par l'intermédiaire d'organismes tels que la Banque asiatique de développement.

Les ministres ont accueilli la conclusion du traité de non-prolifération des armes nucléaires comme un pas important vers le désarmement nucléaire; ils ont toutefois exprimé une certaine inquiétude en face de la course incessante aux armements et ils ont invité les grandes puissances et le Comité des Dix-Huit sur le désarmement à renouveler leurs efforts en vue de mettre un frein à cette tendance par des négociations bilatérales et multilatérales.

En passant en revue la situation économique du Canada et du Japon, le Comité a noté avec satisfaction que les économies canadienne et japonaise continuent de progresser de façon régulière même si certaines mesures sont nécessaires dans les deux pays pour assurer la stabilité des prix.

Ils ont également examiné la situation financière internationale. L'application prochaine du système des droits spéciaux de tirage devrait, à leur avis, contribuer puissamment à renforcer le système monétaire international.

Le Comité a discuté de l'évolution du commerce international, y compris du commerce Est-Ouest. Faisant observer que la mise en oeuvre des réductions tarifaires des négociations Kennedy s'effectuait selon le calendrier prévu, le Comité a souligné l'importance de l'application totale de tous les résultats des négociations, ainsi que la nécessité de maintenir l'élan pris vers une plus grande libéralisation internationale de tous les obstacles au commerce, tant au point de vue des produits industriels que des produits agricoles. Il a réaffirmé l'importance que les deux pays attachent à l'entente internationale sur les céréales, qui est dans l'intérêt des pays importateurs comme des pays exportateurs. Il a exprimé certaines inquiétudes touchant des démarches protectionnistes qui gêneraient les efforts déployés en faveur d'une plus grande liberté des échanges. Il a aussi examiné le rôle joué par les crédits et le financement de l'exportation dans le commerce international.